

Mise à jour : 03/11



Forum mondial  
de la  
Démocratie

DÉMOCRATIE  
=  
PAIX



Conseil de l'Europe, Strasbourg  
6-8 novembre 2023

## PROGRAMME

[www.wfdemocracy.org](http://www.wfdemocracy.org)

#CoE\_WFD



## APERÇU DU PROGRAMME

### Lundi 6 novembre

*Hémicycle du Parlement européen (accès via le Palais de l'Europe)*

*Interprétation FR/EN*

10.00-11.00	Faits et chiffres	
11.00-11.10	Interlude	
11.10-11.30	Mots de bienvenue	
11.30-13.00	Session plénière 1	La démocratie en jachère ?
13.00-14.30	Pause déjeuner	
14.30-16.00	Session plénière 2	Des sociétés pacifiques ?
16.00-17.30	Session plénière 3	Les communautés internationales pour une sécurité démocratique ?
18.00	Exposition (Palais de l'Europe)	LE RÊVE / THE DREAM : 60 ans du discours historique de Martin Luther King
Suivi d'une	Réception (Palais de l'Europe)	

### Mardi 7 novembre

*Salles de réunion du Palais de l'Europe*

*Interprétation FR/EN/BEL*

09.00-11.00	<b>PREMIERE SERIE DE LABORATOIRES</b>	
	Lab 1	L'art du dialogue Salle 11
	Lab 2	Nouveaux modes de résolution des conflits Salle 7
	Lab 3	Justice sociale et égalité Salle 6
	Lab 4	Le savoir, c'est le pouvoir Salle 8
	Lab 5	Les femmes architectes de la paix Salle 9
11.15-13.00	<b>PREMIERE SERIE DE FORUM TALKS</b>	
	FT 1	La vérité sur les crimes de guerre. Utilisation de preuves électroniques et de l'intelligence des sources ouvertes Salle 11
	FT 2	Mémoire, lieux de mémoire et enseignement de l'histoire Salle 6
	FT 3	Les femmes, la démocratie et la paix Salle 9
	FT 4	Construire la démocratie et la paix par-delà des frontières Salle 8
	FT 5	L'économie de la paix Salle 7
	FT 6	La transition démocratique du Soudan en panne Salle 10
13.00-14.30	Pause déjeuner	
14.30-16.30	<b>DEUXIEME SERIE DE LABORATOIRES</b>	
	Lab 6	L'ère de la protestation mondiale Salle 9
	Lab 7	Compréhension interculturelle Salle 8
	Lab 8	Liberté d'expression et d'information Salle 6
	Lab 9	Entreprenariat social Salle 7
	Lab 10	Transparence et responsabilité Salle 10
	Story-telling – "Mother and Daughter" par Lana Gogoberidze	Salle 11
16.45-18.30	<b>DEUXIEME SERIES DE FORUM TALKS</b>	
	FT 7	Communauté internationale et insécurité démocratique Salle 10
	FT 8	Apprendre à faire vivre la paix et la démocratie Salle 9
	FT 9	Dessinateur de presse : une profession en danger Salle 6
	FT 10	Inside Kabul Salle 8
	FT 11	7 winters in Teheran Salle de projection
	FT 12	4e branche du gouvernement Salle 7
19.00	Réception	

### Mercredi 8 novembre

*Hémicycle du Parlement européen (accès via le Palais de l'Europe)*

10.00-12.00	Session plénière 4	Restitution des laboratoires et Agenda pour le futur
12.00-12.45	Session de clôture	Remise du prix de l'innovation démocratique
12.45-13.15	Performance de clôture	

## Démocratie = Paix ?

Une fois de plus une guerre s'est déclarée sur le continent européen. Le choc est tel que les communautés européenne et internationale ont immédiatement exprimé une inquiétude pour l'avenir de la démocratie et la nécessité d'un retour à la paix. Pourtant, les conflits armés restent une menace récurrente dans le monde. La vision de paix et de prospérité promise par la démocratie après la deuxième guerre mondiale n'a jamais totalement abouti. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la question se pose de savoir si cette vision peut tenir ses promesses. À une époque où la démocratie est attaquée, où les inégalités se creusent, où la politique se polarise et où les gouvernements s'efforcent de faire face à des événements imprévus tels que le changement climatique, les pandémies et l'essor des nouvelles technologies - le moment est venu de se demander comment la démocratie peut mieux garantir la paix.

### La démocratie en jachère ?

L'idée que la démocratie est un garant de la paix est largement partagée mais aujourd'hui menacée. Les démocraties se sont-elles adaptées pour se défendre des risques, qui, eux, mutent avec le temps ? Si certains des aspects les plus terribles de la guerre demeurent, la nature des conflits a également changé avec par exemple l'investissement du domaine informationnel et le déploiement d'une propagande stratégique et ciblée sur les réseaux sociaux. Pour garantir une paix durable, elle doit être défendue concrètement. Mais comment ? Il conviendrait davantage de soutenir la démocratie dans nos pratiques quotidiennes, dans l'éducation, le travail, la vie associative, sportive, etc. Les principes démocratiques et les institutions qui les soutiennent devraient aussi mieux refléter les expériences et aspirations réelles des citoyens. Les femmes et les enfants sont souvent le visage tragique des ravages de la guerre mais leurs voix sont insuffisamment entendues dans les débats politiques, les négociations de paix et les processus de consolidation de la paix. Il est certainement nécessaire de cultiver les connaissances, les aptitudes et les compétences nécessaires pour que les individus s'engagent et participent activement à la promotion de la démocratie et de la paix. Mais comment ? Peut-on enseigner la paix ?

### Des sociétés pacifiques ?

L'injustice et l'inégalité sont aussi sources de conflit. Les démocraties ont fourni les normes les plus élevées en matière de droits humains et de droits civils et politiques dans notre histoire. L'augmentation rapide du niveau de vie au cours des dernières décennies est pourtant accompagnée par des écarts de revenus et de richesse qui se creusent rapidement. Les droits économiques, sociaux et culturels sont donc aujourd'hui au centre des débats. Dans certaines démocraties la pauvreté augmente et de nombreux citoyens ont le sentiment que leur société recule. Ce phénomène est-il en soi une menace pour la paix ? La société pacifique est-elle non seulement une société sans guerre, mais aussi une société dans laquelle les citoyens vivent avec la tranquillité d'esprit qui accompagne la sécurité et les opportunités ? Comment y parvenir ? Comment éviter que les blessures du passé ne deviennent une source d'injustice, comment s'assurer que le travail de mémoire serve non seulement à enrayer les conflits, mais aussi à développer la paix durable ? Les atouts particuliers de la démocratie, tels que l'égalité et la participation des citoyens, l'Etat de droit, ou bien la liberté d'expression, peuvent-ils être mieux mis à profit dans la construction de la paix ?

### Les communautés internationales pour une sécurité démocratique ?

Les partenariats économiques, politiques et fondés sur les droits, tels que l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, ont contribué à garantir la paix pour leurs États membres. Mais alors que les conflits font rage dans de nombreuses régions du monde, pourquoi le modèle multilatéral n'a-t-il pas réussi à s'imposer plus largement ? Les organisations internationales doivent-elles être repensées ? Y-a-t-il un modèle multilatéral d'association à la fois profond dans ses liens et large dans son inclusivité et son champ d'action ? L'essor de communautés transfrontalières développées par des citoyens et facilitées par la technologie, pourraient-elles constituer une autre voie pour prévenir les conflits et tisser des liens ? La résilience démocratique reste aujourd'hui le facteur le plus déterminant de la paix ; comment la définir, la construire et la défendre ?

\*\*\*\*\*

Le Forum mondial de la démocratie est une plateforme unique pour les décideurs politiques et les activistes, qui leur permet de débattre des solutions à apporter aux principaux défis des démocraties du monde entier. En identifiant et en analysant les initiatives et les pratiques expérimentales, le Forum met en lumière et encourage les innovations démocratiques à la base et leur transfert potentiel à un niveau systémique pour renforcer les fondements des sociétés démocratiques.

## Lundi, 6 novembre 2023

Hémicycle du Parlement européen – Interprétation FR/EN

### 10.00-11.00 **Faits et Chiffres**

Modératrice :

**Mme Claudia LUCIANI**, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe

Panel :

**M. Roberto Stefan FOA**, Centre for the Future of Democracy, Université de Cambridge

**Mme Joan HOEY**, Editrice The Democracy Index, Economist intelligence unit, Royaume-Uni

**M. Serge STROOBANTS**, Directeur pour l'Europe et la région MENA, Institut pour l'économie et la paix

### **Les sessions plénières seront modérées par**

**Mme Annette GERLACH**, Journaliste et présentatrice, ARTE

**M. Alex TAYLOR**, Journaliste européen, France

### 11.00-11.30 **Mots de Bienvenue**

**Mme Marija PEJČINOVIĆ BURIĆ**, Secrétaire générale du Conseil de l'Europe

**M. Olivier BECHT**, Ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères,

**M. Franck LEROY**, Président de la Région Grand Est

**Mme Pascale PFEIFFER**, Conseillère d'Alsace, déléguée au renforcement des liens démocratiques et à la démocratie européenne, Collectivité européenne d'Alsace

**Mme Véronique BERTHOLLE**, Adjointe à la Maire de Strasbourg, chargée des relations internationales et européennes

**M. Pap NDIAYE**, Ambassadeur et Représentant Permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

### 11.30-11.35 **Interlude musical**

### 11.35-13.00 **Session plénière 1 – La démocratie en jachère ?**

Panel :

**M. Steve KILLELEA**, Fondateur et Président exécutif, Institut pour l'économie et la paix, Australie

**M. Tiny KOX**, Président de l'Assemblée parlementaire, Conseil de l'Europe

**Mme Namatai KWEKWEZA**, Directrice de WELEAD, lauréate du prix Kofi Annan NexGen pour la démocratie

**Mr Taeho LEE**, Directeur du Centre pour la paix et le désarmement de la Solidarité populaire pour la démocratie participative (PSPD), République de Corée

**Mme Natalia PINCHUK**, Epouse d' Ales Bialitski, Prix Nobel de la Paix 2022, Prix des Droits de l'Homme Václav Havel 2013, Belarus

### 13.00-14.30 **Pause déjeuner**

### 14.30-16.00 **Session plénière 2 – Des sociétés pacifiques ?**

Panel :

**Mme Estelle DEPRIS**, Activiste et créatrice de *Sansblancderien*

**M. Geoffrey ROBERTSON**, Avocat spécialisé dans les droits humains, Fondation Clooney pour la justice, Royaume Uni,

**M. Nicolas THÉRY**, Président du Crédit mutuel, France

**Mme Zoëy ZEPHYR**, Membre de la Chambre des Représentants du Montana, Etats-Unis d'Amérique

### 16.00-17.30 **Session plénière 3 – Des communautés internationales pour une sécurité démocratique**

Panel:

**Mme Kathryn BOMBERGER**, Directrice générale, Commission internationale pour les personnes disparues

**Mme Dita CHARANZOVÁ**, Vice-Présidente du Parlement européen

**M. Kyosuke INADA**, représentant en chef pour l'Europe, Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

**M. Adam LUPEL**, Vice-président et directeur des opérations, Institut international de la paix

**M. Jakob VON WEIZSÄCKER**, Ministre des Finances et de la Science, Land de la Sarre, Allemagne

18.00 **Exposition : LE RÊVE / THE DREAM : 60 ans du discours historique de Martin Luther King suivie d'une réception, Palais de l'Europe**

DRAFT

## Mardi, 7 novembre 2022

Salles de réunion du Palais de l'Europe – Interprétation FR/EN

### 09.00-11.00 PREMIERE SÉRIE DE LABORATOIRES

- Lab 1** : L'art du dialogue : l'empathie peut-elle mener à la paix ?
- Lab 2** : Nouveaux modes de résolution des conflits : comment lutter contre la violence ?
- Lab 3** : Justice sociale et égalité : comment répondre aux besoins essentiels ?
- Lab 4** : Le savoir, c'est le pouvoir : comment rendre l'éducation plus accessible et plus innovante ?
- Lab 5** : Les femmes architectes de la paix : les négociations de paix sont-elles ouvertes à toutes les parties prenantes ?

### 11.30-13.00 PREMIERE SÉRIE DE FORUM TALKS

- Forum Talk 1** : La vérité sur les crimes de guerre. Utilisation de preuves électroniques et de l'intelligence des sources ouvertes
- Forum Talk 2** : Mémoire, Mémoriaux et enseignement de l'histoire
- Forum Talk 3** : Les femmes, la démocratie et la paix
- Forum Talk 4** : Construire la démocratie et la paix par-delà des frontières
- Forum Talk 5** : L'économie de la paix
- Forum Talk 6** : Coup d'arrêt à la transition démocratique du Soudan

### 13.00-14.30 Pause déjeuner

### 14.30-16.30 DEUXIEME SÉRIE DE LABORATOIRES

- Lab 6** : L'ère de la protestation mondiale : comment faire entendre notre voix ?
- Lab 7** : Compréhension interculturelle : connaissons-nous bien nos voisins ?
- Lab 8** : Liberté d'expression et d'information : quel est le rôle des nouveaux médias ?
- Lab 9** : Entreprenariat social : existe-t-il une alternative à la quête du profit ?
- Lab10** : Transparence et responsabilité : la technologie est-elle une aliée ou une ennemie ?

14.30 Projection du film « Mother and Daughter » avec la présence de Lana Gogoberidze (en anglais uniquement)

### 16.45-18.30 DEUXIEME SÉRIE DE FORUM TALKS

- Forum Talk 7** : Communautés internationales et insécurité démocratique
- Forum Talk 8** : Apprendre à faire vivre la paix et la démocratie
- Forum Talk 9** : Dessinateur de presse: une profession en danger
- Forum Talk 10** : Inside Kabul
- Forum Talk 11** : 7 Winters in Teheran
- Forum Talk 12** : 4e branche du gouvernement

19.00

Réception

## Mercredi, 8 novembre 2023

*Hémicycle du Parlement européen – Interprétation FR/EN*

### 10.00-12.00 **Session plénière 4 – Restitution des laboratoires et agenda pour le Futur**

Modérateurs :

**Mme Annette GERLACH**, Journaliste et présentatrice, ARTE

**M. Alex TAYLOR**, Journaliste européen, France

Rapporteur général :

**M. Xavier ROMERO VIDAL**, Chercheur au Centre pour l'avenir de la démocratie, Institut Bennett, Université de Cambridge

**Mme Parvana BAYRAMOVA**, Rapporteuse sur l'égalité des genres, Bureau du Conseil de l'Europe, Bakou

**Représentant de la délégation des Jeunes**

11.00-11.30 Conversation entre les générations Mme Lana Gogoberidze, Vétéran des mouvements de démocratisation européens et un.e délégué.e des jeunes s'entretiennent sur les espoirs pour l'avenir.

### 12.00-12.45 **Session de clôture et remise du prix de l'innovation démocratique**

Modérateurs :

**Mme Marja RUOTANEN**, Directrice générale de la Démocratie et de la Dignité humaine

**Mme Nedeljka IVOŠEVIĆ** – Serbie, membre du Bureau du Conseil consultatif sur la jeunesse du Conseil de l'Europe

Élection du lauréat du prix de l'innovation démocratique

Remise du Prix de l'innovation démocratique

Discours de clôture:

**Mme Marija PEJČINOVIĆ BURIĆ**, Secrétaire générale du Conseil de l'Europe

12.45-13.15 **Performance de clôture « Les trois barbus... ou presque »**

**Mardi, 7 novembre 2023**

**PROGRAMME DES FORUM TALKS**

**Salles de réunion du Palais de l'Europe – Interprétation Français/Anglais**

**11.30-13.00 – PREMIERE SERIE DE FORUM TALKS**

**Forum Talk 1 - La vérité sur les crimes de guerre – Utilisation de preuves électroniques et de renseignements provenant de sources ouvertes**

*En coopération avec la Division de la cybercriminalité du Conseil de l'Europe*

**SALLE : 11**

L'établissement de la vérité et l'obligation de rendre compte des crimes de guerre sont essentiels pour la démocratie et une paix durable. Une grande partie des preuves nécessaires pour découvrir la vérité, attribuer les crimes et demander des comptes aux auteurs sont des preuves sous forme électronique ou numérique sur des systèmes informatiques ("preuves électroniques") ou sont basées sur des renseignements de source ouverte (OSINT). L'agression russe contre l'Ukraine s'accompagne de graves violations des droits humains et du droit international, y compris des crimes de guerre, par des acteurs étatiques et non étatiques, et dans un environnement où la désinformation et la propagande se répandent facilement. Les autorités ukrainiennes et d'autres partenaires déploient d'importants efforts pour obtenir des preuves à utiliser dans les procédures pénales. Ces efforts peuvent s'appuyer sur l'expérience liée à la disparation du vol MH17 abattu par un groupe contrôlé par la Russie au-dessus de l'Ukraine orientale en 2014, qui a tué près de 300 personnes, et sur la décision de la Cour européenne des droits de l'homme concernant l'admissibilité des "matériaux numériques" liés à cette affaire. Les outils de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe s'appliquent également aux preuves liées aux crimes de guerre et peuvent promouvoir la coopération entre les autorités de justice pénale et d'autres parties prenantes dans la collecte de preuves et de renseignements électroniques. Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'Ukraine et d'autres conflits, comme ceux des Balkans ou d'autres continents ? Comment les preuves électroniques et le renseignement opérationnel peuvent-ils contribuer à établir la vérité et donc à faire en sorte que les auteurs de crimes de guerre et de violations flagrantes des droits humains répondent de leurs actes ?

Modérateur :

**M. Alexandre SEGER, Chef de la Division de la Cybercriminalité et Secrétaire exécutif du Comité de la Convention sur la cybercriminalité**

Panel :

**M. Antoine BERNARD**, Directeur du plaidoyer et de l'assistance, Reporters sans frontières

**M. Yuriy BIELOUSOV**, Chef du Service de la lutte contre les crimes commis dans des conditions de conflit armé, Bureau du procureur général d'Ukraine (à confirmer)

**Mme Kathryn BOMBERGER**, Directrice générale, Commission internationale pour les personnes disparues

**M. Eliot HIGGINS**, Président et directeur de la création, Bellingcat, Royaume Uni

**M. Vladimir VASAK**, Grand Reporter, Arte, France

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

**Forum Talk 2 - Mémoire, lieux de mémoire et enseignement de l'histoire**

**SALLE 6**

*En coopération avec l'Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe*

Ceux qui ne tirent pas les leçons de l'Histoire sont condamnés à la répéter. Compte tenu de l'ampleur des souffrances humaines infligées à l'humanité par les guerres et les régimes autoritaires, tirer les leçons des échecs du passé permettra d'éviter de répéter les mêmes erreurs à l'avenir. Les humains sont capables de se réconcilier, de construire un avenir commun meilleur plutôt que de laisser les conflits du passé couvrir ou resurgir. Certaines façons de commémorer et d'enseigner l'Histoire sont plus efficaces que d'autres. L'impact réel des injustices passées, voire historiques, sur les fissures sociales contemporaines est une considération pertinente pour ceux qui conçoivent les programmes scolaires, les monuments commémoratifs, les espaces publics, etc. Comment les leçons de l'Histoire doivent-elles être présentées ? Comment les commémorer ? Comment enseigner l'Histoire ? Et surtout, quelles leçons de notre passé peuvent contribuer à la réussite des démocraties et des sociétés pacifiques d'aujourd'hui ?

Modératrice:

**Mme Inês Fialho BRANDÃO**, Membre du Conseil scientifique consultatif de l'Observatoire sur l'enseignement de l'histoire en Europe, Spécialistes des musées, Portugal

Panel :

**M. Taeho LEE**, Directeur du Centre pour la paix et le désarmement de la solidarité populaire pour la démocratie participative (PSPD), République de Corée

**Mme Frédérique NEAU-DUFOUR**, historienne de la seconde guerre mondiale et ancienne directrice du Struthof

**M. Ernest SAGAGA**, Secrétaire général de la fédération des Clubs de la Presse des OACPS et Président d'Ibuka pour les rescapés du génocide Tutsi

**Almasa SALIHOVIC**, responsable des relations publiques, Centre du Mémorial de Srebrenica, Bosnie-Herzégovine

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

**Forum Talk 3 - Les femmes, la démocratie et la paix****SALLE 9**

*En coopération avec la Division Egalité entre les femmes et les Hommes du Conseil de l'Europe*

Les femmes paient souvent le prix fort de la guerre, n'en retirant que des souffrances. Dans les campagnes de nettoyage ethnique, elles constituent un groupe-cible particulièrement vulnérable. De nombreux régimes autoritaires s'enorgueillissent d'imposer des règles de vies des femmes, réduisant ainsi la portée et la qualité de leurs droits. Les femmes ont également joué un rôle inestimable dans la promotion de la paix à travers le monde et ont souvent été parmi les principaux protagonistes des efforts de démocratisation. Des mouvements populaires aux négociations de haut niveau, l'action des femmes s'est révélée déterminante, voire cruciale, pour l'instauration d'une paix durable. Il est important de reconnaître la contribution significative des femmes à la paix, car le potentiel encore plus important de création d'un monde caractérisé par la démocratie et la paix ne peut être réalisé qu'avec la participation des femmes. L'égalité entre les hommes et les femmes est un facteur de paix. La question importante est « comment y parvenir ? ». Une approche sexospécifique de l'enseignement de l'Histoire peut-elle permettre aux femmes d'assumer plus souvent leur rôle de bâtisseuses de paix ? Les démocraties qui comptent plus de femmes à des postes de décision de haut niveau sont-elles plus susceptibles de promouvoir la paix ou moins susceptibles d'attiser les conflits ?

Modératrice :

**Mme Edita MIFTARI**, Experte en gouvernance et leadership, Bosnie-Herzégovine

Panel :

**Mme Zarifa GHAFARI**, Maire, lauréate du prix Nord-Sud 2021, Afghanistan

**Mme Susan MCCRORY**, Mothers of Peace, artisane de la paix / travailleuse des relations communautaires au Falls Women's Centre, Royaume-Uni

**Mme Eileen WEIR** Mères de la paix, artisane de la paix / travailleuse des relations communautaires au Shankill Women's Centre, Royaume-Uni

**Mme Zooey ZEPHYR**, membre de la Chambre des représentants du Montana, États-Unis d'Amérique

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

**Forum Talk 4 - Construire la démocratie et la paix par-delà les frontières****SALLE 8**

*Parrainé par la Région française du Grand Est, le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance et le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance du Conseil de l'Europe*

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la coopération transfrontalière a aidé à construire la paix, à promouvoir la stabilité et a contribué à un progrès économique et social sans précédent en Europe. Les avantages de la coopération transfrontalière ne se limitent pas aux zones frontalières, mais sont essentiels aux principes fondamentaux et interdépendants de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme. La coopération interterritoriale et transfrontalière porte sur une multitude de questions telles que le développement des infrastructures, les droits sociaux et du travail, les transports, la gestion des ressources, la santé et le développement économique et social. Les nouveaux défis liés aux transitions verte et numérique, à la dégradation de l'environnement, à la résilience et à la gestion de crises sont de plus en plus souvent relevés par des parties prenantes qui travaillent ensemble sur des solutions, en fonction soit de leur zone géographique soit d'une thématique donnée. Comment maximiser le potentiel des nouvelles formes de coopération internationale

au niveau local, régional ou même virtuel ? Comment des exemples de réussite bien connus, comme la mise en réseau et la coopération transfrontalière franco-allemande, qui ont contribué à un co-développement économique, culturel, social et même politique remarquablement soutenu, peuvent-ils être tirés ou reproduits dans le monde entier en ce qui concerne les conflits actuels ? Quelles leçons peut-on tirer, 25 ans après l'accord de Belfast/Good Friday, de l'impact des contributions d'une diversité d'acteurs, de parties prenantes et de communautés à tous les niveaux, dans les efforts visant à éroder la méfiance et à construire la paix en Irlande ? Malgré les tendances nationales et internationales au recul démocratique, le Pacte des Villes Libres utilise le réseau mondial et la coopération entre les villes pour protéger et promouvoir la liberté, la démocratie et l'égalité ; s'agit-il d'un nouveau modèle de coopération transfrontalière ?

Modératrice :

**Mme Annette GERLACH**, Journaliste et présentatrice, ARTE

Panel :

**M. Vitaliy BEZHIN**, membre du parlement, Chef de la sous-commission parlementaire sur l'autonomie locale, Ukraine (**à confirmer**)

**M. Bartłomiej CIAŻYŃSKI**, Adjoint au maire de Wrocław, Pologne

**M. Rory MONTGOMERY**, Mitchell Institute, Queen's University Belfast ; RIA, Trinity College Dublin, Irlande

**M. Paul ROWSELL**, Président du bureau du CDDG, Royaume Uni

**Mme Brigitte TORLOTING**, Vice-Présidente de la Région Grand Est, France

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

### Forum Talk 5 - L'économie de la paix

**SALLE 7**

*En coopération avec le Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe*

A travers le monde, les démocraties ont fait beaucoup de promesses, notamment une répartition relativement équitable des ressources et l'égalité des chances. La déception et la frustration liées au fait que ces promesses n'ont pas été tenues sont souvent à l'origine de conflits au sein des sociétés et entre elles. Les guerres sont souvent perçues comme des entreprises économiques, car s'approprier les ressources d'autrui était un moyen de justifier l'immense prix payé par les vainqueurs. Ceux qui perdaient une guerre devaient également renflouer les caisses de leurs conquérants en temps de paix. En créant un déséquilibre aigu des richesses, de tels processus peuvent engendrer des inégalités encore plus dangereuses en matière d'accès au pouvoir, aux ressources, à l'information et à la remontée d'information. Il n'est malheureusement pas étonnant que de petites cliques de riches et de puissants déclenchent souvent des guerres, ayant perdu le contact avec la société dans son ensemble. La démocratie, qui met l'accent sur la participation des citoyens et la protection des droits individuels, fournit un cadre pour la prise de décision collective, tout en limitant et en répartissant le pouvoir politique. Le capitalisme, quant à lui, est un système d'allocation des ressources qui détermine comment les intrants, la plus-value et la prospérité sont partagés. À notre époque, nous pouvons clairement constater que les citoyens ordinaires, ou la classe ouvrière, ne sont pas ceux qui profitent des guerres ou qui sabotent les efforts de paix.

Modératrice :

**Mme Tatiana PUIU**, Vice-Présidente du Comité européen sur les droits sociaux, Moldova

**M. Matt GRUDNOFF**, économiste principal à l'Australia Institute, Australie

**Mme Joan HOEY**, Editrice The Democracy Index, Economist intelligence unit, Royaume-Uni

**Mme Selin SAYEK BÖKE**, Présidente de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable (2022-2023) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

**Mme Nataliia SHAPOVAL**, Présidente, Université d'économie de Kiev, Ukraine

**M. Serge STROOBANTS**, Directeur Europe et MENA, Institute for Economics and Peace, Belgique

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

### Forum Talk 6 – Coup d'arrêt à la transition démocratique au Soudan– Comment la réactiver ?

**SALLE 10**

La chute d'Omar el-Bechir en 2019 a ouvert une ère de véritable espoir au Soudan. Après 30 ans de régime islamiste, les Soudanais, y compris les femmes soudanaises, ont fait l'expérience de nouvelles libertés. La perspective d'une transition vers la démocratie, la stabilité et la prospérité était réelle. Pour soutenir ce processus, l'Union européenne a lancé un programme d'aide de plus de 400 millions d'euros et les États-Unis ont offert 700 millions de dollars. Ces espoirs ont été anéantis en octobre 2021 par le putsch militaire du premier ministre civil, Abdallah Hamdok. Puis, en avril 2021, une guerre civile a éclaté entre deux factions militaires et la transition soudanaise est aujourd'hui en lambeaux. La guerre a détruit la capitale, Khartoum, et a déplacé

plus de 4 millions de personnes. Près de 8 millions d'enfants sont au bord de la famine. Les dispensaires sont fermés ou sans fournitures et l'aide humanitaire est bloquée. D'aucuns qualifient l'approche de la communauté internationale à l'égard du Soudan de "racisme absolu". Pendant ce temps, "les efforts de médiation sont en désordre". Ce Forum de discussion examine ce qui a si mal tourné. Mais il se concentre avant tout sur ce qui peut être fait maintenant pour mettre fin aux combats. Que faut-il faire pour reconstruire les bases d'une transition vers la démocratie ? Que peuvent et doivent faire les pays voisins ? Quelle peut être la contribution des jeunes Soudanais qui ont été à l'origine du renversement d'el-Bechir et qui fournissent aujourd'hui une aide humanitaire de base ? Et quel rôle jouent Européens et les autres pays ?

Modérateur :

**Dr John GOODMAN**, Directeur, Université de Syracuse, Strasbourg

Panel :

**Dr/Mme Buthaina ELNAIEM**, activiste et écrivaine indépendante

**Dr. Guma Kunda KOMAY**, ancien conseiller sur la paix auprès du premier ministre Hamdok, Soudan

**Mr David KORPELA**, Chef de Cabinet, Envoyé spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique et la Mer Rouge

## 17.00-18.30 – DEUXIEME SERIE DE FORUM TALKS

### Forum Talk 7 - Communauté internationale et insécurité démocratique

**SALLE 10**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la communauté internationale s'est promis d'établir un nouvel ordre entre les nations, fondé sur des règles juridiquement contraignantes. Cette même promesse a été réitérée et renforcée après la Seconde Guerre mondiale, en associant la préservation de la paix à la protection des droits humains. De nombreuses sociétés ont obtenu des aides pour se remettre des horreurs des guerres précédentes. Cependant, il semble que les grandes promesses faites lorsque les armes se sont tuées n'ont pratiquement jamais été tenues. Pourquoi ? Que pouvons-nous apprendre de l'échec de la communauté internationale à reconstruire les sociétés déchirées, à les remettre sur la voie de la prospérité et à résoudre les problèmes sous-jacents à l'origine des conflits ? Dans quelle mesure la communauté internationale est-elle responsable des pires crimes contre l'humanité commis après la Seconde Guerre mondiale ? Pourquoi certains pourparlers et négociations de paix parrainés par la communauté internationale aboutissent-ils, alors que d'autres échouent ?

Modératrice :

**M. Alex TAYLOR**, Journaliste européen France

Panel :

**M. Kurt BASSUENER**, Conseil de la politique de démocratisation, Allemagne

**M. Bruce Bueno DE MESQUITA**, Politologue, professeur à l'université de New York et chercheur principal à la Hoover Institution de l'université de Stanford, États-Unis d'Amérique

**M. Jasmin MUJANOVIĆ**, membre du conseil consultatif de l'initiative Kulin, Bosnie-Herzégovine

**M. Richard WIKKE**, Pew Research Center, Directeur de la recherche sur les attitudes mondiales

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

### Forum Talk 8 - Apprendre à travailler pour la démocratie et la paix

**SALLE 9**

En coopération avec le Service de l'éducation du Conseil de l'Europe

Dans les anciennes républiques, les hommes d'État étaient censés diriger et, ce faisant, éduquer les citoyens par l'exemple. La démocratie et la paix sont des "habitudes du cœur" et ne sont pas aussi naturelles que nous le souhaiterions. Personne ne naît en sachant ce que sont les droits humains et la démocratie - ils doivent être appris et surtout expérimentés. Les démocraties se nourrissent de discussions/débats, de délibérations et de la capacité à évaluer de manière critique la position d'un adversaire, à s'intéresser aux préoccupations sous-jacentes et à entamer un dialogue constructif ouvert à diverses perspectives culturelles. Pourtant, nous constatons que les valeurs et les principes démocratiques sont menacés et que, dans certains cas, la démocratie recule même. Les résultats impliquent l'incapacité à trouver un terrain d'entente, l'esprit partisan, l'extrémisme et, dans le cas le plus extrême, la guerre. La démocratie et la paix doivent être cultivées pour répondre aux problèmes actuels et futurs. Quels sont les meilleurs moyens d'enseigner et d'apprendre les compétences nécessaires à l'édification de sociétés pacifiques et compétentes ? Ce débat explorera les valeurs, les attitudes, les connaissances et les compétences nécessaires à la création d'une culture démocratique. Il identifiera les compétences nécessaires - telles que la pensée critique et l'empathie - pour promouvoir le dialogue, le respect, la tolérance et l'inclusion, le rôle des éducateurs et les perspectives du monde entier. Enfin, à quoi ressembleront les compétences pour la paix et la démocratie à l'avenir, compte tenu de l'impact des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle, des médias sociaux et des campagnes de subversion en ligne menées par des acteurs non démocratiques ?

Modératrice :

**Mme Natia NATSVLISHVILI**, Membre du Comité directeur sur l'Éducation du Conseil de l'Europe

Panel :

**Mme Alessandra CARDACI**, Debating Europe

**Mme Mona LAROUSSE**, Directrice, Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation

**Dr Patricia O'LYNN**, PDG de l' *Institute for Disruption*, Royaume Uni

**M. Angelos VALLIANATOS**, Conseiller pédagogique et formateur d'enseignants, Ministère de l'éducation, Grèce

Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

**Forum Talk 9 - Dessinateur de presse : une profession en danger****SALLE 6**

En coopération avec la plateforme pour la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe

En proposant une lecture critique de la société et de ses dérives et en provoquant le débat démocratique, le dessin de presse contribue pleinement à la culture du dialogue et, par conséquent, à la paix. Or, partout dans le monde les dessinateurs de presse sont souvent censurés ou sujets à la violence verbale, physique ou institutionnelle. Ces attaques sont révélatrices de l'érosion de la démocratie et doivent être dénoncés et combattus. C'est ce que Cartooning for Peace et ses partenaires font, pour permettre à ces fantassins de la démocratie de continuer à travailler en paix, pour la paix.

Cartooning for Peace traitera du rôle du dessin de presse en démocratie et des pressions que subissent leurs auteurs pour informer, alerter ou dénoncer, à travers la présentation d'un rapport sur la situation des dessinateurs de presse dans le monde, réalisé en partenariat avec Cartoonist Rights, et présenté pour la première fois au Forum mondial de la démocratie

Modérateur :

**M. Vladimir Vasak**, Grand Reporter, Arte

Panel :

**M. Terry ANDERSON**, Directeur de Cartoonists Rights

**KAK**, dessinateur, Président de Cartooning for Peace, France

**M. Jean-Paul MARTHOZ**, Coordinateur pour la publication du rapport annuel du Comité pour la protection des journalistes

**Mme Rachita TANEJA**, dessinatrice, Inde

Intervenants :

**Mme Tanja GONGGRIJP**, Ambassadrice, Représentante permanente des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe

**Forum Talk 10 – Inside Kabul****SALLE 8**

"Inside Kabul" est un journal audio animé qui raconte les choix et les réactions très différents de deux femmes afghanes lorsque les talibans sont revenus en Afghanistan et ont pris le contrôle du pays et de ses habitants - raconté par les deux femmes elles-mêmes. Dans de courts messages, "Marwa" et "Raha" racontent la prise de contrôle brutale du pays par les talibans en août 2021. Pendant un an, elles envoient des centaines d'enregistrements sonores sur leur vie quotidienne à la journaliste Caroline Gillet. Très vite, l'une des femmes fuit son pays.

Modératrice :

**Mme Caroline Gillet**, Journaliste Radio France

Panel :

« Marwa » et « Raha »

Intervenant :

**Dr Rony BRAUMAN**, ancien président de Médecins sans frontières

## Forum Talk 11 - 7 hivers à Téhéran : la peine de mort comme instrument de terreur SALLE DE PROJECTION

Le nombre de pays ayant aboli la peine de mort en droit ou en pratique ne cesse de croître, mais les exécutions ont malheureusement augmenté récemment dans le monde entier. Ce châtement inhumain et dégradant est toujours maintenu et pratiqué dans de nombreux pays. Certains États l'utilisent comme outil de terreur ou comme moyen de répression politique. Le film " Seven winters in Teheran " montre le combat de la famille et des sympathisants de Reyhaneh Jabbari, qui avait 19 ans en 2007 lorsqu'elle a été condamnée à mort en Iran pour le meurtre d'un homme qui avait tenté de la violer. La mère de Reyhaneh, Shole, parlera du film et de la situation en Iran avec la réalisatrice du film, Steffi Niederzoll. Les tendances mondiales concernant l'abolition de la peine de mort et son impact sur la société seront débattues avec le directeur de la Coalition mondiale contre la peine de mort.

### Modérateur :

**M. Sébastien POTAUFEU**, Conseiller principal pour les droits de l'homme, Coordinateur pour l'abolition de la peine de mort, Conseil de l'Europe

### Panel :

**Mme Steffi NIEDERZOLL**, Réalisatrice du film

**Mme Shole PAKRAVAN**, mère de Reyhaneh, victime de la peine de mort

**Mme Aurélie PLAÇAIS**, Directrice de la Coalition mondiale contre la peine de mort

### Intervenant :

## Forum Talk 12 – La 4<sup>e</sup> branche du gouvernement

SALLE 7

Un pouvoir sans restriction et sans obligation de rendre des comptes conduit à la tyrannie. À travers les âges, les démocraties les plus prospères ont séparé la gouvernance en trois branches distinctes du pouvoir, l'exécutif, le législatif et le judiciaire, chacune disposant d'une forme de contrôle et d'équilibre sur les autres. Pour de nombreux citoyens, les gouvernements semblent plus distants et la confiance dans l'efficacité du processus démocratique pour garantir les meilleurs intérêts des citoyens a été ébranlée. La séparation classique des pouvoirs dans ces trois branches est toutefois le fruit d'une évolution, d'essais et d'erreurs qui, légitimement, se poursuivent encore aujourd'hui. La démocratie, qui est à ce jour le meilleur mécanisme connu de l'humanité pour maintenir des sociétés pacifiques, nécessite une gestion active afin de garantir que les générations futures puissent en hériter dans un état efficace et sain. Au cours de cette session, nous examinerons la proposition visant à créer un quatrième organe de gouvernement, composé de citoyens ordinaires, éventuellement choisis par tirage au sort, pour servir aux côtés d'experts politiques et délibérer sur des questions bloquées dans des impasses politiques ou nécessitant un examen plus approfondi. Le processus délibératif ramène la démocratie à ses racines essentielles, en demandant directement aux citoyens de proposer des idées politiques. Faut-il encourager l'introduction de la démocratie délibérative comme méthode standard de proposition de nouvelles politiques ? Les citoyens peuvent-ils utiliser les processus délibératifs pour surmonter la polarisation interne de nos sociétés ou pour empêcher la rupture des relations pacifiques au niveau international ?

### Modérateur :

**Dr Anthony KEFALAS**, Vice-président, Democracy & Culture Foundation, Royaume-Uni

### Panel :

**M. Byong-jin AHN**, professeur à l'Académie mondiale des civilisations futures, Université Kyung Hee, Séoul, République de Corée

**M. George PAPANDREOU**, Ancien premier ministre de la Grèce, membre de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

**M. Alexis PROKOPIEV**, directeur de la gouvernance et de l'innovation démocratique, Make.org, France

**M. Stefan SINDELAR**, PDG de l'organisation à but non lucratif European Capital of Democracy, Autriche

### Intervenant :

**Un.e représentant.e de la délégation des Jeunes**

## PROGRAMME DETAILLE DES LABORATOIRES – Mardi 7 novembre

Salles de réunion du Palais de l'Europe – Interprétation FR/EN

### 09.00 – 11.00 Première série de laboratoires

#### LAB 1 : L'art du dialogue : l'empathie peut-elle mener à la paix ?

SALLE 11

*Parrainé par le Centre Nord-Sud*

Les conflits naissent souvent d'une rivalité pour les ressources, mais ils s'aggravent en raison de notre incapacité à comprendre la position de l'autre partie. Cela limite notre capacité à trouver une solution de compromis et peut alimenter le cercle vicieux de la surenchère. Autrefois, moments de face à face et conversations honnêtes suffisaient souvent à permettre aux parties en conflit de mieux se comprendre. Notre époque a apporté une nouvelle série de défis dans la communication, qui est devenue de plus en plus dépersonnalisée par nos interactions à travers les médias sociaux. Comment pouvons-nous favoriser nos compétences en matière d'empathie ? L'écoute active est-elle la pièce manquante du puzzle dont nous avons besoin pour apporter un changement positif ? Quels sont les moyens innovants à notre disposition pour enseigner ces compétences ?

#### Modératrice :

**Mme Francesca CAMILLERI VETTIGER**, Ambassadrice, Représentante permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe

#### Intervenants :

##### **Délégué à la jeunesse**

Global Youth Stories Initiative – EPIX  
Venezuela

Epix est une entreprise sociale visant à promouvoir une société plus empathique et inclusive. Elle recueille, produit et publie des récits de vie par le biais de films, de photographies et de témoignages afin de créer un monde plus ouvert grâce à l'empathie. Leur méthodologie unique de narration combine une interview (expérience Epix) et la publication d'une histoire de vie. Elle a publié plus de 400 histoires provenant de 49 communautés au Venezuela et de 53 nationalités à l'étranger. Formés à cette méthodologie, 74 jeunes artistes (cinéastes, photographes, écrivains et designers) ont réalisé ces portraits. L'objectif est de découvrir les histoires de vie de centaines de jeunes entrepreneurs sociaux, activistes et chercheurs et de donner la parole à ceux qui seront chargés de maintenir la paix internationale au cours des prochaines décennies.

Présentateur : M. Ignacio RODRIGUEZ HERNANDEZ, Co-fondateur et directeur , EPIX

GNATIRA (Sages débatteurs) – Sud Solidarité  
Togo

L'objectif de l'organisation est d'encourager les personnes à cultiver l'esprit de solidarité et d'entraide, de promouvoir la résilience des démunis et des défavorisés, et de contribuer au renforcement de la justice et de la démocratie au Togo et en Afrique. Le projet culturel, civique et citoyen "Gnatira" est un concours d'art oratoire en langue locale (Tém) sur les thèmes de la démocratie, de la paix, de l'inclusion, de la tolérance et du vivre ensemble. L'exercice promeut l'ascendance du débat d'idées sur la confrontation physique et violente à travers des débats communautaires sur les problèmes et les solutions possibles, afin de démontrer que la discussion et le dialogue, dans notre contexte sociopolitique sensible et polarisé, peuvent nous amener à un fonctionnement harmonieux de la société plutôt qu'à la violence.

Présentateur : M. Méyerh SENYIKEY, Secrétaire exécutif, GNATIRA (SAGES DEBATEURS)

Democracy Fitness : muscler votre démocratie – Mouvement Democracy Fitness  
Danemark

La démocratie est quelque chose que nous devons apprendre, exercer et analyser, y compris dans notre vie de tous les jours. C'est pourquoi Democracy Fitness a identifié dix "muscles démocratiques" essentiels et développé des programmes d'entraînement qui nous rendront plus aptes à prendre part à la démocratie quotidienne et à vivre dans une société démocratique.

Democracy Fitness offre un langage et une expérience des valeurs et des compétences de la participation démocratique. La méthode et la conception des formations de 30 minutes ont été testées et approuvées dans différents milieux. Le mouvement a formé plus de 400 formateurs de Democracy Fitness de 12 pays depuis 2018 (Danemark, Estonie, Suède, Lettonie, Japon, Suisse et Corée du Sud). Depuis 2021, plus de 10 000 personnes ont participé à un programme d'entraînement de 30 minutes de l'un des 10 muscles de la

démocratie - principalement des jeunes, mais aussi des membres de conseils d'administration, des politiciens et des participants à des festivals de la démocratie de tous âges.

Présentatrices : Mme Trine DEMANT, Consultant en Chef, The Democracy Fitness Movement et Mme Kathrine Krone Laurent, co-fondatrice, The Democracy Fitness Movement

Voies vers la paix : changer des vies grâce aux initiatives des ONG - Chetana Empowerment Foundation (CEF)  
Inde

La mission du CEF est de favoriser le développement des jeunes et de toutes les classes sociales par le biais de l'enseignement supérieur, de l'orientation et de la formation des enfants. Le CEF organise divers programmes de sensibilisation et de formation pour les étudiants, les jeunes, les enseignants, les femmes et les parents. Il a déjà eu un impact sur les étudiants grâce aux programmes de désintoxication et de sensibilisation au numérique, ainsi qu'aux programmes de bien-être mental. Il sensibilise à la santé mentale dans le secteur de l'éducation par le biais des programmes " Life Management Skills " (gestion des compétences de la vie quotidienne) et "Value Education" (éducation aux valeurs) conçus pour les enfants. Ils ont également créé un centre de repos pour le bien-être mental avec pour objectif principal l'enrichissement physique, intellectuel, moral et social, ainsi qu'une paix et un bonheur durables.

Présentateurs : M. Vivek RANDAD, Fondateur et présentateur de Chetana Empowerment Foundation et Mme Mitali LAATHI, Vice-Président, Chetana Empowerment Foundation

DRAFT

## LAB 2 : Nouveaux modes de résolution de conflits : comment lutter contre la violence ? SALLE 7

### *Parrainé par la Fondation René Cassin*

On entend parfois dire que l'une des faiblesses de bon nombre d'initiatives de la communauté internationale en matière de consolidation de la paix est son approche "du haut vers le bas". Les véritables parties prenantes se trouvent généralement sur le terrain. Les membres des communautés locales, la société civile, les partenariats public-privé et les autorités publiques peuvent créer un environnement propice au dialogue et à la compréhension, et donc à une paix durable. Comment pouvons-nous prévenir la violence au sein des communautés en utilisant l'approche ascendante ? Quels sont les avantages des organisations de base dans la construction d'une paix durable ? Comment réunir toutes les parties prenantes au niveau local afin de prévenir la violence et de construire une paix durable ?

#### Modérateur :

**M. Emmanuel DECAUX**, Président de la Fondation René Cassin

#### Intervenants :

**Ms Anna GLAZEWSKI**, maître de conférences en droit public à l'Université de Strasbourg

#### **Délégué à la jeunesse**

Programme de l'Université citoyenne en République Démocratique du Congo - JAMAA Grands Lacs  
République démocratique du Congo

JAMAA a été fondé dans le but de mobiliser le potentiel des communautés locales pour promouvoir le bien vivre ensemble, la gestion constructive des conflits, la gouvernance participative et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes en situation de vulnérabilité. L'organisation se concentre sur la réduction de la violence communautaire par le biais d'un processus de dialogue intercommunautaire, de médiation interne, de réintégration et de plaidoyer stratégique et participatif. A travers son programme d'Université citoyenne, qui vise à intégrer les jeunes dans la vie civique, l'organisation travaille avec les acteurs de la société civile sur la promotion de la démocratie, de la paix et de l'engagement civique, en mettant l'accent sur les partenariats publics et privés avec les leaders sociopolitiques (ministres, députés, directeurs d'ONG, etc.), qui viennent animer des séminaires hebdomadaires de participation citoyenne.

Présentateur : M. Héritier MUMBERE SIVIHWA, Directeur exécutif, JAMAA Grands Lacs

Asseyons-nous et discutons - Maison de la démocratie et des droits de l'homme  
Guinée

La Maison de la démocratie et des droits de l'homme (M2DH) est un espace d'information, de formation, d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation citoyenne pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Le projet "Asseyons-nous et Discutons" a été mené dans 32 quartiers à risque de Conakry et Dubréka. L'objectif global du projet était de promouvoir le dialogue et la concertation sociale à travers les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits. Les acteurs impliqués dans le projet étaient les chefs de quartier, les leaders communautaires, les leaders religieux, les femmes et les jeunes des localités concernées. Un éventail d'activités a été mis en œuvre, notamment des réunions communautaires, des séances de sensibilisation et des conférences éducatives, qui ont toutes contribué à prévenir et à résoudre les conflits sociaux et politiques entre les citoyens.

Présentateur : M. Moussa SOUMAORO, Directeur exécutif, Maison de la démocratie et des droits de l'homme

Construire des ponts intercommunautaires - Association de rencontres interconfessionnelles  
Israël/Palestine

L'Interfaith Encounter Association (IEA) est une ONG israélo-palestinienne à but non lucratif qui œuvre à la promotion d'une coexistence authentique et d'une paix durable, grâce à la création d'une communauté commune au niveau local, en utilisant le dialogue interreligieux comme vecteur. L'objectif du projet est de faire progresser les relations pacifiques intercommunautaires fondées sur l'égalité en développant et en soutenant des groupes de référence composés de juifs, de musulmans et de chrétiens, religieux, laïques et traditionnels, qui se rencontrent régulièrement et nouent des liens grâce à des conversations sur des questions qui ont une signification existentielle profonde pour les participants - en apprenant à apprécier les similitudes, à prendre en compte les différences et à construire et entretenir des amitiés avec des personnes avec lesquelles ils ne sont pas d'accord. Les participants sont dotés d'outils leur permettant d'initier et de diriger de futurs groupes de rencontre et d'autres activités, et d'encourager d'autres personnes à rejoindre les groupes de l'IEA afin de promouvoir les processus de consolidation de la paix.

Présentateur : M. Yehuda STOLOV, Directeur exécutif, Interfaith Encounter Association

Programme international de renforcement de la confiance - Initiatives of Change International

Suisse

Initiatives of Change International (IofCI) est un mouvement mondial composé de personnes de cultures diverses qui se consacrent à l'instauration d'une paix et d'une confiance durables au-delà des clivages mondiaux. Le programme de renforcement de la confiance ("Trustbuilding Program") aide les communautés divisées à se réconcilier et à instaurer une paix durable aux racines profondes. Il vise à transformer la façon dont le monde traite les conflits, en abandonnant les approches antagonistes au profit de la coopération. Les actions clés comprennent des ateliers de renforcement de la confiance, des dialogues, l'utilisation du sport pour rapprocher les groupes polarisés et des activités de sensibilisation des communautés. Ce programme est le programme phare du mouvement IofCI. Il se concentre sur la réconciliation, la guérison, la construction de la paix et la promotion de la démocratie au Kenya, en France, au Canada, en Australie, en Indonésie, en Inde, au Népal, en Afrique du Sud, au Nigeria, au Burundi, en Ukraine et au Cameroun. Les participants sont ceux qui sont divisés au sein de la communauté et les diverses parties prenantes qui souhaitent instaurer la confiance, en particulier les leaders religieux et communautaires, les jeunes et, dans certains pays, les représentants du gouvernement.

Présentateur : M. John BOND, Conseiller stratégique, Initiatives of Change International

DRAFT

**LAB 3 : Justice sociale et égalité : comment répondre aux besoins essentiels ?**  
**Parrainé par la Ville de Strasbourg**

**SALLE 6**

Les sociétés pacifiques sont caractérisées par leur capacité à garantir la satisfaction des besoins fondamentaux de chacun. Avec l'émergence des nouvelles technologies, nous sommes de plus en plus à même de répondre à ces besoins de manière plus rationnelle et plus efficace, à condition que la volonté politique soit suffisante. Pour de nombreuses sociétés, la croissance économique est une condition préalable nécessaire à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population - mais elle s'accompagne souvent de ses propres défis, car différents groupes perçoivent différemment le potentiel des ressources de la communauté. Comment garantir au mieux l'inclusion sociale ? Différentes modalités de démocratie directe peuvent-elles garantir la satisfaction des besoins fondamentaux de tous ? Que peuvent faire les citoyens lorsque la répartition des ressources est de plus en plus inégale ?

Modératrice :

**Mme Carole Zielinski**, Adjointe à la maire de Strasbourg en charge de la Démocratie locale, des initiatives et participation citoyennes

Intervenants :

**Mme Meoïn Hagege**, sociologue à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et l'Université Paris Est Créteil

**M. Simon Moutquin**, Président de la Commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable de l'APCE

Santé numérique au service de la lutte contre la tuberculose / Smartcare VIH Plus Zambie - Santé numérique Institut des mesures sanitaires d'Afrique australe Zambie

L'organisation s'emploie à renforcer les systèmes de santé pour les programmes de santé publique en Afrique australe. SmartCare Plus est une application de santé numérique développée, étendue et maintenue pour le compte du ministère zambien de la santé et financée par les Centers for Diseases Control (CDC). Il s'agit d'un dossier médical électronique qui prend en charge tous les aspects des services de santé publique zambiens et qui permet au ministère zambien de la santé d'accéder aux données sanitaires de la population pour la gestion de la santé. L'initiative a été lancée en 2003 pour résoudre les problèmes liés au suivi des accouchements des femmes dans les zones rurales de Zambie et ne concernait que la santé maternelle et infantile. Elle contribue à améliorer l'accès aux soins de santé, à renforcer la collaboration et la coordination entre les prestataires de soins de santé, à soutenir les initiatives de santé publique et à renforcer les systèmes de soins de santé.

Présentatrice : Mme Jedidah MILLAPO, Chargé du renforcement des capacités, SmartCare Plus

L'outil d'évaluation des sites miniers en tant qu'instrument de renforcement des compétences : une étude de cas des communautés minières au Ghana - Center for Social Impact Studies Ghana

Le Center for Social Impact Studies (CeSIS) est une organisation non gouvernementale de recherche et de plaidoyer dont l'objectif principal est de fournir un outil de recherche à l'industrie extractive du Ghana (Mine Site Assessment Tool - MSAT), afin de soutenir les organisations et autres institutions travaillant dans les communautés marginalisées à travers le pays. Cet outil de type enquête est le point d'entrée à un dialogue constructif entre l'entreprise et la communauté, dans le but de résoudre les problèmes qui revêtent une importance directe pour les populations locales. L'outil couvre 15 sujets tels que des questions économiques, environnementales, sociales et de gouvernance, ; les questions relatives au genre, à la jeunesse, aux syndicats et aux personnes handicapées doivent également y figurer. Basée sur des tests et des consultations de grande envergure, cette série de questions se veut un point de départ pour un engagement constructif sur tout site minier et pour les communautés locales, la société civile, les travailleurs, les autorités locales et autres personnes souhaitant s'engager de manière constructive sur ce que l'on peut raisonnablement attendre des sites miniers.

Présentateur : M. Robert Tanti ALI, Directeur exécutif, L'outil d'évaluation des sites miniers en tant qu'instrument de renforcement des compétences

Les Agences de la Démocratie Locale : un outil de paix pour les sociétés démocratiques - ALDA : Association européenne pour la Démocratie locale France

ALDA a été créée pour promouvoir la démocratie locale et la participation des citoyens dans l'UE ainsi que pour coordonner et soutenir le réseau des Agences de la Démocratie Locale (ADL), qui sont des ONG autonomes enregistrées au niveau local et qui agissent en tant que promoteurs de la bonne gouvernance et de l'auto-gouvernement local. Elle promeut la participation des citoyens et la bonne gouvernance au

niveau local en favorisant les liens et la coopération entre les autorités locales et les organisations de la société civile. Les agences de la démocratie locale (ADL) sont des organisations locales, financées et soutenues par des partenaires locaux et internationaux dans le cadre d'un programme commun à long terme, qui leur apporte un soutien financier et politique pour remplir leur mandat et accompagner la démocratie locale et l'autonomisation de la société civile. L'établissement de partenariats est un aspect crucial pour chaque ADL, car leur travail est basé sur la méthode innovante de la coopération multilatérale décentralisée. Chaque ADL est enregistrée localement et travaille avec du personnel local soutenu par l'ALDA dans le domaine du développement et de la gestion de projets, ainsi que dans la mise en place de réseaux internationaux. Actuellement, les ADL sont situées en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en Géorgie, au Kosovo\*<sup>1</sup>, au Moldova, au Monténégro, au Maroc, en Serbie, en Tunisie, en Türkiye et en Ukraine.

Présentatrices : Mme Dzenana DEDIC et Mme Anzhelika PYLYPENKO

Droit à l'eau – Polekol  
Serbie

L'organisation d'écologie politique Polekol promeut l'idée d'une communauté qui répond aux besoins sociaux sans nuire à l'environnement. L'initiative « Droit à l'eau » est une plateforme ouverte aux membres qui défend la protection de l'eau en tant que bien commun ainsi que le droit de l'homme à l'eau. Son principal objectif est de sensibiliser et de mobiliser la population contre la pollution, la surexploitation et la privatisation de l'eau. Au cours des cinq dernières années, cette initiative a rassemblé, soutenu et fondé plus de 100 groupes environnementaux locaux qui luttent pour la protection des rivières et de la nature, des lacs, l'accès à l'eau potable, le traitement des eaux usées, mais aussi pour des processus plus démocratiques, une plus grande participation des citoyens et le droit des communautés locales à avoir leur mot à dire en matière d'environnement et de transition juste vers une économie plus verte. Il s'agit d'une initiative de premier plan en Serbie pour la campagne Save the Blue Heart of Europe, fondateur et membre d'une initiative régionale Lets Defend the Rivers of Balkans (Bosnie-Herzégovine, Albanie, Macédoine du Nord, Kosovo\*, Monténégro, Serbie), membre du Mouvement européen de l'eau et du réseau mondial People's Water Movement (Mouvement pour l'eau du peuple).

Présentatrice : Mme Žaklina ŽIVKOVIC, Directrice exécutive, Polekol

<sup>1</sup> \* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut, et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

**LAB 4 : Le savoir, c'est le pouvoir : comment rendre l'éducation plus accessible et plus innovante ?**  
**Parrainé par la Collectivité européenne d'Alsace** **SALLE 8**

Se renseigner sur les conflits est souvent le premier pas vers leur résolution et leur prévention. Cependant, à l'ère des réseaux sociaux, notre capacité d'attention diminue, ce qui nécessite des moyens innovants pour maintenir notre intérêt à l'égard des sujets importants. Si nous voulons que l'éducation à la paix et à la démocratie soit une réussite, elle doit devenir plus complète, plus inclusive et plus interactive. Quelles sont les approches les plus efficaces pour sensibiliser à des sujets difficiles dans nos sociétés ? Peut-on utiliser efficacement le jeu pour enseigner des sujets sérieux ? Les jeux et les programmes complets peuvent-ils nous aider à raviver notre passion pour la paix et la démocratie ?

**Modérateur : M. Pap NDIAYE**, Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

**Intervenants :**  
**Délégué à la jeunesse**

Kids Lives Matter  
 Colombie

L'initiative Kids Lives Matter Colombia est un programme global conçu pour promouvoir la paix, la démocratie et l'inclusion sociale des jeunes dans les zones touchées par le conflit. L'initiative a plusieurs objectifs, dont l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur, la fourniture d'un soutien psychosocial et le renforcement des capacités des jeunes à devenir des citoyens actifs et des agents de changement positif au sein de leurs communautés. Le programme fournit un soutien éducatif, notamment des cours particuliers et des bourses, pour aider les jeunes à atteindre leurs objectifs scolaires. Il offre également un soutien psychosocial et des conseils pour aider les enfants à faire face aux effets des conflits dans leurs communautés. En outre, l'initiative se concentre sur l'inclusion sociale et le renforcement de la communauté, en offrant aux jeunes la possibilité de participer à des événements de leadership, à des activités culturelles et à des projets de service communautaire.

Présentateur : M. Miguel Angel ROMERO ROSAS, PDG, Kids Lives Matter Colombie

MEMORÍZATE - FUNDACIÓN INTERNACIONAL BALTASAR GARZÓN  
 Espagne

La fondation internationale Baltasar Garzón -FIBGAR- agit au niveau mondial pour la défense des droits humains et de la juridiction universelle. Elle est basée en Espagne, en Colombie, au Mexique et en Argentine.

Memorízate est un projet pilote qui vise à reconstruire la mémoire collective de la guerre civile espagnole et de la dictature franquiste. Plus précisément, le projet a un triple objectif : recueillir les récits individuels et les témoignages de victimes, de témoins, de survivants, etc., en partant du principe que le dialogue peut être un processus de guérison collective (Memorízate) ; sensibiliser à la mémoire démocratique et encourager l'engagement par le biais des médias sociaux (YouTube, Instagram et Twitter) ; promouvoir l'échange intergénérationnel de connaissances et d'expériences. Partant du principe que les jeunes sont les principaux vecteurs de la transmission de la mémoire, les premiers bénéficiaires du projet sont les jeunes Espagnols.

Présentatrice : Mme Alessia SCHIAVON, Directrice exécutive, MEMORÍZATE

Level Up - multi-institutions (KU Leuven, Université de Leiden, Université de St Andrews, Université d'Oxford, Universidad Complutense Madrid, Université de Tartu, Université de Luxembourg, The Europaeum)  
 Union européenne

Level Up est un projet mené par une équipe pluridisciplinaire et internationale de chercheurs doctorants dans le cadre du réseau Europaeum, une alliance de 19 universités européennes fondée par l'Université d'Oxford. Il propose une méthode flexible de démocratie participative, basée sur les jeux, qui peut être utilisée pour la prise de décision conjointe (initiée par les communautés et/ou le grand public) et la consultation publique (initiée par les parties prenantes telles que les décideurs politiques) à différents niveaux de gouvernance (de local à mondial). Leur modèle basé sur la ludification augmente les perceptions d'unité, de connexion avec d'autres communautés, renforce la légitimité et la confiance entre les groupes sociaux, promeut l'action civique et améliore la compréhension générale des processus démocratiques et des politiques pertinentes pour relever les défis les plus urgents.

Présentatrice : Mme Sophie Laurence VERITER, Cofondatrice et directrice des opérations, Level Up

DRAFT

Educuality Board Games Hub - Educuality  
Égypte

Educuality est la première entité en Egypte qui travaille sur la création de solutions éducatives et ludiques innovantes pour la construction de la paix et des alternatives à la paix, ainsi qu'en utilisant l'art et le dialogue. Les jeux de société Educuality Board Games Hub vise à pallier le manque d'accès à des solutions pédagogiques novatrices et informelles pour la paix en permettant à des milliers de jeunes d'accéder plus facilement à l'information et de prendre conscience des problèmes émergents dans le monde. En outre, ces jeux de société développent les compétences et les valeurs des jeunes afin de leur redonner le pouvoir d'exister en garantissant leur participation à des initiatives communautaires.

Présentateur : M. Ahmed SAAD, PDG, Educuality – Education de qualité

DRAFT

## LAB 5 : Les femmes architectes de la paix : les négociations de paix sont-elles ouvertes à toutes les parties prenantes ?

SALLE 9

*Parrainé par la Région Grand Est*

Traditionnellement, la guerre est perçue comme une affaire patriarcale. Le prix énorme payé par les femmes est souvent négligé. Les efforts de construction de la paix sont souvent axés sur le rapprochement d'acteurs masculins, ce qui se solde par une surreprésentation de certains groupes. Très souvent, cela a abouti à la mise en œuvre d'une culture de la violence plutôt que d'une culture de la paix. Tant que toutes les parties prenantes, et en particulier les femmes, ne seront pas associées à la prévention des conflits et à la construction et au maintien de la paix, nous serons loin de parvenir à des sociétés post-conflit inclusives et durables. Comment pouvons-nous donner aux femmes les moyens de jouer leur rôle de gardiennes de la paix ? Comment la paix devient-elle plus durable lorsque les femmes ont un meilleur accès aux ressources sociales ? Les femmes ouvrent-elles la voie aux changements politiques, sociaux et culturels dont nous avons besoin pour créer des sociétés plus pacifiques ?

**Modérateur :** **M. Jean-Baptiste CUZIN**, Directeur de la coopération transfrontalière, européenne et internationale auprès de la Région Grand Est

### Intervenante :

**Mme Sylvie D'ALGUERRE**, élue de la Région Grand Est et déléguée à l'égalité femme-homme

**Mme Yevheniia KRAVCHUK**, Membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Ukraine, ALDE)

Nosotras Women Connecting  
Costa Rica

L'organisation travaille avec des adolescents et des femmes dans toute l'Amérique centrale, dans certains pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes, ainsi qu'au Kenya, en Afrique. Elle incite les adolescentes et les femmes à changer le monde par leur esprit d'initiative, d'entreprise et leur engagement politique. Elle veille à ce que les femmes puissent bénéficier d'un développement économique, personnel et politique accessible, sûr et basé sur la participation à la vie de la communauté. Grâce à son programme « Soy Valentía », elle veille à ce que les adolescentes et les jeunes femmes puissent développer leur participation civique en toute sécurité et en toute connaissance de cause. Grâce au LAB « Nosotras Lideresas », elle a accompagné le développement des femmes dans divers secteurs sociaux, politiques et économiques.

Présentatrice : Mme Amanda ARROYO-CABEZAS, Directrice des programmes, Nosotras Women Connecting

Réseau interreligieux pour les femmes en tant que bâtisseuses de paix et politiciennes - Équité et autonomisation  
Syrie

Equity and Empowerment (EE)- équité et autonomisation - est une organisation féministe de la société civile qui travaille sur l'autonomisation civique thématique des femmes sunnites et durzies dans le nord-ouest de la Syrie dans les domaines de la démocratie, de la citoyenneté, des lois civiles, des élections, de la participation et de la représentation politiques, des droits des femmes/de l'égalité des sexes/de la connaissance numérique et de la construction de la paix. Dans le cadre de ce projet, EE a travaillé avec 40 femmes en les intégrant et en leur donnant les moyens d'agir grâce à des dialogues sur la démocratie, la transition politique, les lois civiles, la violence fondée sur le genre et la consolidation de la paix, et en les mettant en contact avec des décideurs politiques. Les 40 femmes ont lancé le "réseau féministe Shan pour la construction de la paix", qui est considéré comme le seul réseau dans le nord-ouest de la Syrie qui travaille sur la construction de la paix.

Présentatrice : Mme Heba EZZIDEEN, PDG, Réseau interreligieux pour les femmes en tant que bâtisseuses de paix et politiciennes

Les femmes du Sud-Soudan utilisent les médias et les réseaux sociaux pour promouvoir une paix et un développement durables - South Sudan Women Intellectuals Forum  
Sud-Soudan

Le South Sudanese Women Intellectuals Forum (SSWI) est un réseau de femmes sud-soudanaises de tous âges, issues de la vie publique et de tous les secteurs, notamment la santé, l'éducation, la politique, le droit, la justice, l'agriculture, la sécurité, les affaires, la gouvernance, la société civile, les organisations non gouvernementales, les Nations unies et les groupes confessionnels, pour n'en citer que quelques-uns. Le forum a été créé pour offrir aux femmes du Sud-Soudan une plateforme leur permettant d'acquérir et de partager des connaissances, de bénéficier d'un mentorat et d'accéder à des informations et à des contacts qui leur permettront de participer à la reconstruction post-conflit du Sud-Soudan. Il offre aux femmes la possibilité d'entrer en contact et de se soutenir mutuellement en facilitant des approches significatives de la mise en réseau, en adoptant de nouvelles façons d'enrichir les liens et en sensibilisant les membres.

Présentatrice: Mme Anne Pita LOMOLE, membre du Forum South Sudan Women Intellectuals

DRAFT

Les femmes parlent de la paix : Programme de leadership - elbarlament e.V.

Irak/Allemagne

Elbarlament est une organisation de consolidation de la paix et de soutien à la démocratie, qui met l'accent sur l'autonomisation des femmes et des jeunes. Le programme de leadership d'elbarlament en Irak consistait en un programme d'ateliers modulaires visant à doter un groupe de femmes irakiennes des connaissances et des compétences nécessaires pour assumer des tâches de leadership à tous les niveaux de l'État et de la société, ainsi que dans les organisations et à promouvoir la participation des femmes au processus de paix et de réhabilitation. Le programme de leadership a été suivi d'un événement de mise en réseau régional et d'un "Programme de formation à la construction d'initiatives de paix", visant à doter les femmes leaders de connaissances et de compétences de base pour devenir formatrices et multiplier les connaissances sur la façon de construire et de gérer des initiatives de paix locales en Irak.

Présentatrices : Mme Michaela Eckart, Directrice du programme, Women Talking Peace - Leadership Programme

DRAFT

## 14.30 – 16.30 – Deuxième série de laboratoires

### LAB 6 : L'ère de la protestation mondiale : comment faire entendre notre voix ?

SALLE 9

#### Parrainé par la Conférence des OING

Les inégalités mondiales se creusent, tout comme le mécontentement mondial. Dans de nombreuses sociétés, les politiciens s'appuient sur ces inégalités en désignant certains groupes comme boucs émissaires pour obtenir des voix. De nombreuses démocraties autrefois stables souffrent d'une baisse de la qualité du discours public, associée à une normalisation des discours de haine, ouvrant ainsi la voie à des violations des droits de l'homme. Les militants qui s'opposent aux attaques portées aux fondements mêmes de nos démocraties, aux droits de l'homme et à l'État de droit, figurent généralement parmi les cibles privilégiées d'anciennes et de nouvelles formes de répression. Comment faire entendre les voix qui ne sont pas encore entendues ? Quels sont les mécanismes qui peuvent le mieux garantir la protection des militants ? Si les inégalités sont mondiales, la mondialisation des luttes pour la paix peut-elle rendre celles-ci plus efficaces ?

**Modérateur : M. Gerhard ERMISCHER**, Président de la conférence des OING

#### Intervenants :

**Mr Marko Lončar**, membre du conseil consultatif sur la jeunesse du Conseil de l'Europe

Ubuntu Hub Cities - Défenseurs africains  
Ouganda

AfricanDefenders (également connu sous le nom de Réseau panafricain des défenseurs des droits de l'homme) se consacre à la promotion et à la protection des défenseurs des droits de l'homme (DDH) sur l'ensemble du continent africain. Lancée en 2019, l'initiative Ubuntu Hub Cities est un mécanisme de relocalisation temporaire basé en Afrique pour les défenseurs des droits de l'homme en danger, notamment les écrivains, les universitaires, les avocats, les journalistes, les travailleurs syndicaux, les artistes et les activistes. L'initiative permet aux défenseurs des droits humains qui ont fait l'objet de menaces, de violences et de pressions extrêmes en raison de leur travail dans le domaine des droits de l'homme de se délocaliser temporairement. La relocalisation leur permet d'être en sécurité tout en leur permettant de poursuivre leur travail. Grâce à leurs divers partenariats locaux, la relocalisation offre également aux défenseurs des droits de l'homme en danger la possibilité d'apprendre et de partager leurs expériences, afin qu'ils puissent avoir un impact positif sur la communauté d'accueil et retourner chez eux avec des capacités renforcées pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. L'initiative aborde les questions du déplacement culturel, de la stigmatisation, des barrières linguistiques et de l'intégration, en offrant une option durable qui combine sécurité, repos et accalmie, ainsi que des possibilités de poursuivre l'activisme.

Présentatrice : Mme Nandini Tanya LALLMON, Membre du comité de gestion, Ubuntu Hub Cities

Gen-Z for Change  
USA

Gen-Z for Change (GZ4C) est un collectif d'activistes de la génération Z (personnes nées entre 1997 et 2010) qui exploitent le pouvoir des médias sociaux pour éduquer leur génération, encourager et mobiliser la participation civique, faire évoluer le débat politique et mettre en œuvre le changement. Ce collectif est le point de rencontre de l'économie de la création et de la politique progressiste sur les médias sociaux. Depuis leur lancement en 2020, ils sont devenus la force dominante ciblant les jeunes pour organiser en ligne le mouvement progressiste. Avec plus de 1,7 million d'adeptes sur leurs plateformes de médias sociaux, plus de 153 millions de vues, et une coalition de créateurs, leur contenu atteint un vaste public et incite les jeunes à passer à l'action. Ils ont soutenu toute une panoplie de campagnes progressistes, allant de la solidarité syndicale à la lutte contre l'interdiction de l'avortement, en passant par la responsabilisation des entreprises de médias sociaux pour leur rôle dans la diffusion de la désinformation. Leurs dirigeants ont été à l'avant-garde de l'organisation numérique, récoltant plus de 2 millions de dollars pour les fonds destinés à financer l'avortement dans tout le pays et discutant de l'avenir de la démocratie avec le président Obama. Grâce à leur travail électoral en 2022, ils ont lancé des créateurs dynamiques qui ont généré un total de plus de 26 millions de vues et ont soutenu de nombreuses campagnes cruciales avec des célébrités et des législateurs.

Présentateur : M. Aidan KOHN-MURPHY, Fondateur, Gen-Z for Change

CERITA Caravan  
Royaume-Uni

L'organisation travaille sur la base de projets individuels dans le domaine de la cohésion sociale, de la consolidation de la paix, de la transformation et de la prévention des conflits. La Caravane CERITA est un projet de cohésion sociale et de lutte contre la polarisation qui s'appuie sur les médias sociaux pour amplifier les voix des citoyens par le biais de récits. Son objectif principal est d'inspirer les influenceurs, les parties prenantes et les membres de la communauté passionnés par l'établissement de relations

interculturelles et intercommunautaires positives et de les doter de compétences en matière de narration et de dialogue pour y parvenir. La méthode de la Caravane CERITA engage et renforce les sphères politiques, civiques, sociales, religieuses et culturelles en créant des opportunités de s'engager et d'explorer les façons dont les différentes cultures, croyances religieuses, visions du monde et identités interagissent. Les participants sont principalement des influenceurs urbains âgés de 18 à 40 ans, mais ils ont également travaillé avec des jeunes, des OSC et des fondations, ainsi qu'avec les secteurs public et privé.

Présentateur : M. Abdul Rehman MALIK, Co-directeur, CERITA Caravan

Plaidoyer pour une gouvernance inclusive des réfugiés et des demandeurs d'asile dans l'agglomération de Durban, province du Kwazulu natal, Afrique du Sud - DEMOCRACY DEVELOPMENT PROGRAM (DDP) Afrique du Sud

L'organisation soutient la participation active de tous les citoyens, de la société civile, des populations marginalisées (demandeurs d'asile, réfugiés, femmes, personnes handicapées, jeunes, etc.) et des partis politiques à la consolidation de la démocratie en Afrique du Sud. Le projet vise à promouvoir une gouvernance inclusive dans laquelle les réfugiés et les demandeurs d'asile sont reconnus et inclus dans les structures de gouvernance locale dans les différentes communautés où ils vivent dans l'agglomération de Durban. L'objectif du projet est de faciliter la participation des migrants africains aux processus de gouvernance locale dans les townships sélectionnés de l'agglomération de Durban, au KwaZulu Natal, en Afrique du Sud. Le projet cible les réfugiés et les demandeurs d'asile vivant dans l'agglomération de Durban, où il existe plusieurs structures de gouvernance locale, connues sous le nom de comités de quartier, dont l'objectif principal est de permettre aux membres de la communauté de s'engager avec leur représentant politique élu sur leurs défis et leurs ambitions.

Présentateur : M. Samuel Paul KINYUA KARIUKI, Directeur exécutif, The Democracy Development Program

DRAFT

**LAB 7 : Compréhension interculturelle : connaissons-nous bien nos voisins ?**  
**Parrainé par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe**

**SALLE 8**

Selon le Dr Martin Luther King Jr, "le bon voisin regarde au-delà des accidents extérieurs et discerne les qualités intérieures qui font de tous les hommes des êtres humains et, par conséquent, des frères". De nombreux conflits surgissent lorsque les gens oublient cette simple vérité. La peur de celui qui est moins connu, couplée au manque d'intérêt pour mieux connaître ceux qui vivent à côté de nous, alimente souvent les préjugés et les conflits. Quelle est la meilleure façon de créer des relations de confiance entre différents groupes ? Pouvons-nous faire du dialogue respectueux et constructif une norme parmi les personnes d'origines différentes ? Les traumatismes du passé peuvent-ils être surmontés grâce à la capacité créatrice de l'homme ?

Modérateur :

**Mme Véronique BERTHOLLE** Porte-parole adjointe sur la jeunesse du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, adjointe au maire de Strasbourg, chargée des relations internationales et européennes (France)

Intervenant :

**M. Cemal BAS**, Porte-parole sur l'environnement et le changement climatique du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (Türkiye)

**Mr Željko VUKŠA-FEJZIĆ**, délégué jeune du Congrès (Bosnie-Herzégovine)

Projet "Sadbhaav" - Centre for Social Change (CSC)  
 Népal

L'organisation s'efforce d'aborder les différents aspects de la dynamique sociopolitique changeante du Népal en impliquant activement les jeunes, les femmes, les organisations de la société civile et les groupes civiques représentant tous les segments de la société. L'initiative s'intitule "*Creating a congruent space among youth and students for trust building and social cohesion in Nepal*", en langue locale "Sadbhaav", qui signifie harmonie. Le projet a été lancé dans le but principal de créer une cohésion sociale et des relations de confiance entre des groupes de jeunes issus de milieux religieux, culturels, ethniques, géographiques et politiques différents. Pour atteindre cet objectif, les conflits sociétaux ont d'abord été identifiés, afin de développer des créations artistiques pertinentes, des ateliers interactifs et des initiatives de dialogue valorisant l'art en tant qu'élément central. Tous les ateliers de dialogue basés sur l'art ont démontré que les produits artistiques fournissent une plateforme pour envisager une compréhension commune des questions sociales.

Présentateur : M. Prakash BHATTARAI, Directeur exécutif, CSC, 'Sadbhaav' project

23.5 Site de la mémoire Hrant Dink - Fondation Hrant Dink  
 Türkiye

Cette fondation définit le développement d'une culture du dialogue, de l'empathie et de la paix comme la base de toutes ses activités, dans une vision de la démocratie pour les personnes de toutes origines ethniques, religieuses, culturelles et de genre. L'ancien bureau du journal Agos, où des milliers de personnes se rassemblent chaque année le jour de l'assassinat de Hrant Dink, a ouvert ses portes aux visiteurs en 2019 en tant que site de mémoire 23,5 Hrant Dink. Le site est un pendule entre la douleur et l'espoir, un gage entre le passé et l'avenir et une invitation à un changement de paradigme. Le site de mémoire, tout en mettant en lumière la vie de Hrant Dink, sa lutte, les jours qui ont précédé son assassinat ainsi que l'histoire d'Agos et des Arméniens de Türkiye, offre un regard sur l'histoire proche de la Türkiye. 23.5 promeut les valeurs universelles embrassées par Hrant Dink telles que la démocratie, la coexistence, l'égalité, la vérité, la paix et la justice. Avec ses expositions, ses archives et ses programmes d'apprentissage, 23.5 est un espace de mémoire, de réflexion, de dialogue, d'activisme, d'apprentissage et de compréhension mutuelle.

Présentatrice : Mme Nayat KARAKÖSEGLU, Coordinateur de programme, 23.5 Hrant Dink Site of Memory

Le Festival du Dialogue des Peuples ("People Dialogue Festival"- PDF) – Centre pour la démocratie multipartite au Kenya  
 Kenya

Le Centre pour la démocratie multipartite au Kenya (CMD-Kenya) est une organisation basée sur l'adhésion à un parti politique qui existe pour promouvoir, renforcer et défendre la démocratie multipartite au Kenya. Le PDF est un forum d'engagement civique multi-acteurs qui s'appuie sur le pouvoir de l'Artivisme pour rassembler les Kenyans et les amener à dialoguer sur des questions d'intérêt national. Il offre aux participants une plateforme pour comprendre et gérer ensemble les tensions et les paradoxes en brisant les déséquilibres de pouvoir. Au Kenya, les conflits entre les partis et la polarisation entre les factions politiques ont servi à bloquer le développement ; le dialogue a le potentiel inexploité de favoriser la paix, la stabilité et le développement durable. La PDF veille à ce que ce dialogue aille au-delà de l'élite politique kenyane et prenne en compte l'égalité des sexes.

Présentatrice : Mme Tracey OSOGO, Coordinateur of The People Dialogue Festival (PDF)

Better side of Srebrenica (Le meilleur côté de Srebrenica) - Maison des bons tons Srebrenica  
Bosnie-Herzégovine

L'organisation met en œuvre des projets visant à soutenir les processus de réconciliation et la création d'un meilleur environnement social pour les enfants et les jeunes à Srebrenica. L'objectif principal du projet est de favoriser le développement d'une paix durable en Bosnie-Herzégovine et de renforcer les valeurs interculturelles au niveau de la communauté locale et de la société par le biais d'activités éducatives, culturelles et militantes pour les enfants et les jeunes. Les activités aident les enfants et les jeunes à développer des identités sociales et individuelles, en leur apprenant à faire partie d'un groupe et à fonctionner individuellement.

Présentateur : M. Ismar PORIC, Directeur, Better side of Srebrenica

DRAFT

## LAB 8 : Liberté d'expression et d'information : quel est le rôle des nouveaux médias ? SALLE 6

Il n'y a pas de vie agréable sans liberté, et pas de liberté sans accès à des informations fiables. C'est pourquoi les journalistes indépendants sont l'une des principales cibles des régimes autoritaires et que la vérité elle-même est l'une des premières victimes de la guerre. Documenter les violations des droits de l'homme peut s'avérer extrêmement important pour le processus de guérison et de réconciliation après le départ du régime autoritaire. Les outils technologiques avancés peuvent considérablement améliorer notre capacité à comprendre les zones d'ombre, à mieux connaître nos communautés et à prendre de meilleures décisions, sur la base de faits avérés. Quels sont les meilleurs moyens de lutter contre la suppression du journalisme indépendant ? Comment une documentation efficace des violations des droits de l'homme peut-elle empêcher l'histoire de se répéter ?

### **Modérateur :**

**M. Gilberto JERÓNIMO**, Ambassadeur, Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe,

### **Intervenants :**

#### **Délégué à la jeunesse**

Approche de la prévention et de la gestion des conflits basée sur des données dans l'Etat de Rakhine - Knowledge Hub Myanmar (KHM)

Myanmar

Knowledge Hub Myanmar (KHM) est un institut de recherche à but non lucratif qui se consacre à la promotion de la consolidation de la paix, de la stabilité et de la démocratie au Myanmar, en se concentrant sur la recherche et la défense des politiques dans les zones sujettes aux conflits. Le projet vise à produire des analyses de situation rigoureuses qui s'appuient également sur la perception de la communauté. La focalisation spécifique sur les incidents violents dans l'État de Rakhine et l'inclusion de la perception de la communauté dans les analyses distingue le projet surveillance de la violence de KHM des projets similaires menés par d'autres organisations. Grâce à ce projet le KHM a mis en place une collecte de données durable et a développé une base de données structurée et codée sur les incidents violents dans l'État de Rakhine. Il s'est efforcé de recenser les incidents, de compiler les profils démographiques des villages et de diriger la cartographie spatiale et la collecte de données sur la population afin de mieux en comprendre la dynamique.

Présentatrice : Mme Abellia ANGGI, Directeur de recherche, Approche de la prévention et de la gestion des conflits basée sur des données dans l'Etat de Rakhine - Knowledge Hub Myanmar

La liberté d'expression est un impératif ! - Maison de la presse - Palestine<sup>2</sup>

Palestine

Press House-Palestine est une institution médiatique palestinienne indépendante à but non lucratif, créée à l'initiative d'un groupe de journalistes indépendants afin de promouvoir la liberté d'opinion et d'expression, de soutenir les médias indépendants et d'assurer la protection juridique des journalistes en Palestine. L'initiative "Freedom of Expression is a Must" vise à renforcer la liberté d'expression en Palestine en favorisant l'autonomie des journalistes, en promouvant les médias indépendants et en encourageant un dialogue ouvert. Les objectifs du projet comprennent l'amélioration de la sécurité des journalistes, la mise en place de programmes de renforcement des capacités, le soutien aux médias indépendants, la promotion de la liberté d'expression et le plaidoyer en faveur de la liberté des médias et des réformes juridiques. Pour assurer la sécurité des journalistes, l'initiative a organisé des ateliers de formation à la sécurité, mis en place un réseau de soutien et une ligne d'assistance téléphonique, et documenté les violations commises à l'encontre des journalistes tout en plaidant pour leur protection. Les programmes de renforcement des capacités proposent des formations sur le journalisme d'investigation, les compétences numériques, l'éthique et le journalisme responsable. Pour promouvoir la liberté d'expression et le dialogue, des événements publics, des séminaires et des conférences ont encouragé les discussions ouvertes, les opinions diverses et la collaboration avec les établissements d'enseignement pour les programmes d'éducation aux médias.

Présentateurs : M. Mohammed AL JAJA, Conseiller financier, Press House Palestine et M. Belal Jadallah Salem, Directeur général, Press House – Palestine

Archives vivantes des défenseurs de la démocratie - Defensores de la Democracia (DDLDD)

Mexique

L'objectif principal de l'organisation est de prévenir la violence à l'encontre des journalistes au Mexique, l'un des pays les plus meurtriers pour les reporters. Les archives vivantes du DDLDD sont les premières archives en ligne, publiques et consultables qui conservent, cataloguent et regroupent le travail des journalistes tués au Mexique. Avant la création de ces archives, les travaux des journalistes locaux tués au Mexique étaient dispersés dans des caves à travers le pays ou étaient en train de tomber aux oubliettes ; la plupart de ces travaux étaient publiés par des journalistes qui avaient fondé leur propre organe de presse et qui publiaient de manière précaire. Certains se contentaient de publier sur les médias sociaux, d'autres avaient un blog ou un site web et d'autres encore imprimaient et photocopiaient leurs propres journaux de fortune pour les distribuer en ville. Leurs archives visent à préserver le travail

<sup>2</sup> Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

comme un moyen d'honorer leur héritage, tout en devenant un outil que nous pouvons analyser afin de trouver des tendances pour mieux comprendre les schémas de violence contre les reporters.

Présentatrice : Mme Alejandra IBARRA CHAOUL, Fondatrice et directrice, DDL D Living Archive

Diversity Atlas - Cultural Infusion  
Australie

Cultural Infusion produit et fournit une gamme de produits numériques innovants et d'expériences éducatives interactives qui touchent un public annuel de plus de 350 000 élèves à travers le monde, en travaillant en étroite collaboration avec un groupe diversifié d'artistes et d'éducateurs culturels. Lancé en 2009, Diversity Atlas est la première et unique approche holistique de la collecte et de l'analyse de données sur la diversité, et la seule approche susceptible d'aboutir à des résultats pleinement inclusifs pour toute organisation élaborant des stratégies, des politiques et des plans au sein de leurs communautés. Elle repose sur une enquête en ligne volontaire, anonyme et personnalisable de courte durée (4 à 5 minutes) qui est instantanément traitée pour produire un profil de la culture collective d'une organisation. Il a été mis en œuvre dans au moins 32 pays à travers le monde, avec plus de 400 000 participants à ce jour. Sa base de données comprend toutes les cultures connues, les traditions laïques et non laïques et les langues, soit plus de 42 000 marqueurs d'identité. Il mesure également la variété, la disparité et l'équilibre au sein des organisations. La méthodologie et la définition de la diversité culturelle de Diversity Atlas reposent sur plus de 300 analyses documentaires. Sa structure de données permet d'analyser les paramètres clés de la diversité, notamment la variété, l'équilibre, la disparité et la mutualité (la mesure dans laquelle une organisation reflète une communauté), tous ces concepts étant étayés par des algorithmes. Nous améliorons et mettons à jour continuellement nos ensembles de données en consultation avec les communautés et les experts en la matière.

Présentateur : M. Peter MOUSAFERIADIS, PDG, Diversity Atlas

DRAFT

**Parrainé par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

En joignant le geste à la parole, c'est-à-dire en se tournant vers l'entrepreneuriat social, de nombreuses personnes assurent la pérennité de leur cause. Il est également vrai que de nombreux conflits émergent sur la répartition des bénéfices réalisés en travaillant uniquement avec des objectifs individuels en tête. En remplissant nos devoirs civiques, nous devrions être en droit de demander des comptes sur l'affectation des fonds publics. L'économie du changement social positif peut également être étudiée à travers l'optique du clivage Nord-Sud, au sein duquel il existe encore des structures de pouvoir qui font obstacle à une collaboration plus équitable. Quels sont les modèles d'entrepreneuriat social qui peuvent le mieux assurer la durabilité de l'activisme ? Comment la société civile peut-elle inverser la tendance à l'augmentation des inégalités et demander des comptes aux responsables des fonds publics ? Sachant que les anciennes structures de pouvoir existent toujours dans le domaine de la coopération internationale, comment pouvons-nous les rendre plus diversifiées, plus équitables et plus sensibles aux besoins des populations locales ?

**Modérateur :**

**M. Selin SAYEK BÖKE**, Présidente de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable (2022-2023) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

**Intervenants :****Délégué à la jeunesse**

Projet So'Stare - ASSOCIATION BOTTEGART  
Italie

L'association BottegArt a ouvert So'Stare, une micro-bibliothèque indépendante destinée principalement aux enfants de 0 à 16 ans. L'objectif est d'aborder les questions sociales liées à l'intégration et au partage, ainsi qu'à la récupération et à la diffusion de la culture. Elle cherche à servir de liaison entre les instituts polyvalents des différentes villes de la région de l'Ombrie dans le cadre de cours de formation, d'ateliers pédagogiques et de présentation de nouvelles stratégies éducatives suggérées et développées dans le panorama éditorial national et international. Un autre objectif est de promouvoir et d'encourager la lecture chez les enfants et les jeunes et de soutenir le droit à l'éducation des personnes défavorisées en leur fournissant des fournitures scolaires grâce au produit de la vente de livres de la micro-bibliothèque et à des initiatives ad hoc de financement participatif (crowdfunding).

Présentateur : M. Paolo Antonio MANETTI, Président, Projet So'Stare

The Citizens Watch – L'initiative des réformateurs pour le développement en Afrique (Réformateurs d'Afrique)  
Nigéria

L'initiative des réformateurs pour le développement en Afrique (Reformers of Africa) est une organisation panafricaine à but non lucratif qui se consacre à la promotion et au soutien des idéaux, des principes et des pratiques de la gouvernance participative, de l'innovation sociale numérique, de la paix et de la responsabilité gouvernementale en Afrique. La Citizens' Watch est un outil de suivi des promesses conçu pour permettre aux citoyens, à la société civile, aux journalistes, aux universitaires et aux analystes des politiques publiques de suivre et d'évaluer les promesses de campagne les plus importantes des représentants élus du gouvernement, dans le but de promouvoir la transparence, la responsabilité et la gouvernance participative. Il s'agit d'une innovation sociale numérique qui favorise une plus grande responsabilité des représentants élus du gouvernement, renforce le gouvernement participatif et accroît le sens de la responsabilité civique. Le projet vise à développer une culture de dialogue constructif entre le gouvernement et les citoyens, afin d'améliorer la qualité des services publics de base dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, des infrastructures, etc. L'innovation utilise des outils de suivi hors ligne et mobiles pour suivre, évaluer et publier les promesses les plus significatives lors des campagnes et des rassemblements, ainsi que les manifestes des élus. Cette innovation comble le fossé entre les gouvernés et les gouvernants en obligeant les élus à tenir leurs promesses et en informant les citoyens des progrès du gouvernement.

Présentateur : M. Oluwasegun AJETUNMOBI, Responsable des Programmes, The Citizens Watch

"Je suis un travailleur, j'ai des droits" - Institute for Labor Rights Advocacy (ILRA)  
Azerbaïdjan

La mission de l'organisation est de promouvoir l'égalité d'accès aux droits du travail en Azerbaïdjan, en s'appuyant sur les principes de la justice sociale. Elle organise des événements et des campagnes de sensibilisation, fournit une aide juridique gratuite aux citoyens et surveille de près les activités des agences publiques concernées. L'objectif principal de l'initiative est de promouvoir l'égalité d'accès aux droits du travail en Azerbaïdjan sur la base des principes de justice sociale. Elle prend diverses mesures pour atteindre ses objectifs, notamment en organisant des événements de sensibilisation, en menant des discussions publiques et des sessions de formation gratuites sur les droits du travail, en fournissant une aide juridique gratuite aux citoyens, en surveillant les activités des agences publiques concernées et en menant des campagnes de plaidoyer public. L'initiative vise principalement les travailleurs issus de

groupes défavorisés qui n'ont pas les moyens de recourir à des services juridiques. En outre, elle implique des étudiants en droit intéressés par l'activisme social, des OSC/groupes d'initiative, des activistes locaux, des avocats, des médias, des syndicats, des institutions gouvernementales et des députés concernés. L'ILRA collabore avec divers partenaires et parties prenantes, tels que des groupes d'initiative locaux, des médias, des syndicats, des institutions gouvernementales et des députés, afin d'améliorer l'efficacité et la visibilité de ses activités.

Présentateur : M. Farid RUSTAMZADA, Cofondateur et directeur , Institute for Labor Rights AdvInstitute for Labor Rights Advocacy (ILRA)

Décoloniser le SVI - Le Comité de Coordination du Service Volontaire International (CCSVI)  
France

Le CCSVI travaille au développement et à la coordination du service volontaire dans le monde entier. Il soutient et développe des projets basés sur l'idée que travailler ensemble sur une tâche concrète est le moyen le mieux adapté pour créer des liens d'amitié et de solidarité au niveau international. Le projet Decolonise IVS cherche à aller au cœur du débat sur la décolonisation dans le but d'améliorer la qualité de la coopération transnationale en développant conjointement des outils, des politiques et des lignes directrices pour transformer les structures de pouvoir, les processus et les mentalités au sein de 6 des réseaux les plus importants dans le domaine du volontariat international. CCIVS coopère avec des organisations indépendantes de proximité orientées sur la jeunesse et dirigées principalement par des jeunes travaillant dans le domaine du service volontaire international et mettant en œuvre des activités au niveau local. Le projet entend exercer un impact sur les structures de pouvoir qui font obstacle à la collaboration mondiale et à la durabilité environnementale, sur le démantèlement de l'idéologie de la suprématie dans les esprits, les cœurs et les pratiques des volontaires et des organisations SVI qui contribuent à la solidarité mondiale et à la durabilité environnementale, ainsi que sur la création d'un environnement favorable à l'épanouissement des jeunes. La transformation des structures et des procédures internes des organisations SVI vers l'équité, la diversité et la durabilité environnementale ; un changement institutionnel et social plus large ; le renforcement et l'approfondissement de la collaboration entre les pays du programme et les pays partenaires.

Présentatrice : Mme Daniela Lucia CORBALAN, CCIVS Membre du Comité des Jeunes, Decolonise IVS

**LAB 10 : Transparence et responsabilité : la technologie est-elle une alliée ou une ennemie ?****SALLE 10**

Nous vivons dans un monde de plus en plus connecté, dans lequel l'information et la désinformation peuvent atteindre des millions de personnes en un instant. Nous nous sommes également habitués à obtenir les informations que nous voulons rapidement et sans consacrer beaucoup de temps à la rechercher. Comme notre rythme de vie s'accélère, la façon dont nous vivons la démocratie doit également s'adapter. L'accès rapide à l'information est une arme à double tranchant. Il peut faciliter nos décisions, mais il peut aussi semer la panique et amplifier les conflits. Les technologies de l'information peuvent-elles aider la démocratie à s'adapter au rythme plus rapide de la vie en temps réel ? Quelles sont les approches qui permettent de planifier de meilleures stratégies et de communiquer efficacement pour contrer la désinformation ? Quelles approches innovantes peuvent être utilisées pour traduire le langage de la bureaucratie aux citoyens ordinaires, augmentant ainsi la redevabilité du gouvernement ?

Modératrice :

**Mme Svetlana GELEVA**, Ambassadrice, Représentante permanente de la Macédoine du Nord auprès du Conseil de l'Europe

Intervenants :**Délégué à la jeunesse**

PolitScanner -ONG Institut d'information politique  
Ukraine

La mission de l'organisation est de promouvoir la transformation des institutions publiques et politiques, ainsi que de l'espace d'information, dans le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme. En Ukraine, les citoyens ont prouvé leur capacité à faire évoluer la situation grâce aux élections. L'infrastructure électorale en Ukraine semble être bien développée, l'un de ses éléments clés étant les outils et les projets créés par la société civile. Le projet PolitScanner.app est une application mobile conçue pour permettre aux utilisateurs d'accéder rapidement et facilement à des informations sur les activités, les biographies, les programmes électoraux et les déclarations fiscales des hommes politiques. En pointant simplement leur appareil photo sur l'image d'un homme politique qui les intéresse, les utilisateurs peuvent rapidement obtenir un profil complet. PolitScanner a rapidement gagné en popularité, atteignant la troisième position dans le segment ukrainien de l'AppStore dès la première semaine de son lancement. Le Parlement ukrainien et les principaux médias ont reconnu le projet comme un outil innovant qui aide les électeurs à mieux comprendre leurs candidats pour les élections à venir. Le principal public visé par PolitScanner est la jeunesse, qui reçoit rapidement et de manière claire des informations complexes et potentiellement obscures.

Outre ses fonctionnalités conviviales, PolitScanner joue également un rôle crucial en rendant l'écosystème électoral plus visible. L'application intègre des informations provenant d'autres organisations non gouvernementales dignes de confiance, contribuant ainsi à la démocratisation dynamique de la société en fournissant un plus large éventail de données et de perspectives.

Présentateur : M. Yevhen POPOV, Cofondateur et PDG de l'ONG Institut d'information politique

Refaire de la politique et restaurer la relation avec les citoyens : un espoir pour nos démocraties -  
Génération Politique  
France

La mission de l'organisation est d'aider les politiciens à trouver des solutions aux problèmes politiques les plus urgents de notre époque, en utilisant la stratégie politique, l'organisation communautaire et les nouvelles technologies. Sa vision est de développer des solutions innovantes pour aider à corriger et à transformer la pratique de la politique. Le projet vise à contribuer à la reconstruction nécessaire des démocraties modernes : avec la stratégie politique, ils développent des projets et des idées qui s'inscrivent dans le cycle politique, tout en offrant une vision et une direction qui résonne avec la population ; avec l'organisation communautaire et les méthodes d'engagement citoyen, l'objectif est de construire un réseau national et international de citoyens connectés et informés ; avec les nouvelles technologies, en diffusant leurs actions et en promouvant une vision de la démocratie plus axée sur les citoyens.

Depuis 2018, ils travaillent sur de nombreuses élections, avec des mairies locales, des organisations à but non lucratif et des individus pour engager plus de personnes dans la démocratie. Ils développent actuellement un outil numérique qui aidera les élus à expliquer leur programme politique et leurs réalisations, à avoir une meilleure compréhension de leur circonscription et à communiquer avec leurs électeurs sur une base factuelle.

Présentatrice : Mme Hind ZIANE, Fondateur et PDG, Génération Politique

Una Hakika : Contrer la désinformation nocive pour soutenir la démocratie – Le projet Sentinel  
Canada/Kenya

Le projet Sentinel (Sentinel Project -SP) est une organisation canadienne à but non lucratif qui aide les communautés menacées par des atrocités de masse dans le monde entier grâce à une coopération directe

avec les personnes en danger et à l'utilisation innovante de la technologie. La mission de SP s'est inspirée des leçons tirées du génocide rwandais et de la frustration de voir de nouveaux massacres moins d'une décennie plus tard au Darfour. L'objectif d'Una Hakika est de prévenir la violence en améliorant l'accès des citoyens à des informations exactes. Una Hakika est un service d'information basé sur la téléphonie mobile qui surveille et contrecarre la propagation de rumeurs et de fausses informations dans 13 comtés du Kenya. L'équipe collecte des informations auprès des citoyens par l'intermédiaire de SMS, d'appels vocaux et des médias sociaux. Les rapports sont ensuite vérifiés afin que des informations exactes et neutres puissent être communiquées à la communauté par les mêmes canaux et par l'intermédiaire d'un réseau de bénévoles (ambassadeurs de la communauté) qui aident à dissiper les fausses informations avant qu'elles ne créent de l'hostilité et ne conduisent à la violence. Les participants s'engagent dans ce système d'information qui fonctionne selon un processus en trois étapes : signalement des rumeurs - vérification - contre-message.

Présentateur : M. John OTUNGA, Gestionnaire de Programme, Le projet Sentinel

Gender Budget Watchdog Network (GBWN) - Centre de recherche et d'élaboration des politiques  
Macédoine du Nord

L'organisation s'engage dans l'analyse des politiques, cherchant à ouvrir le processus de prise de décision aux citoyens, à améliorer la législation, à évaluer les capacités institutionnelles pour leur mise en œuvre ainsi qu'à contrôler et évaluer dans quelle mesure ces politiques créent de la valeur publique ou sont orientées vers l'"européanisation" de la Macédoine du Nord. Le programme GBWN vise à renforcer le rôle des organisations de la société civile en tant que parties prenantes contribuant à accroître la redevabilité et la transparence et à améliorer la gestion des fonds publics en contrôlant et en évaluant l'impact des politiques et des budgets sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Les objectifs sont de renforcer la capacité des organisations de la société civile à utiliser les outils de la budgétisation sensible au genre pour évaluer la correspondance des politiques et des budgets avec les besoins des hommes et des femmes ; de développer un réseau pour une défense efficace des causes politiques, le partage des connaissances et des informations et le renforcement de la responsabilité du gouvernement ; d'engager les citoyens et de contribuer à un changement de politique conduisant à une réforme sensible au genre des finances publiques.

Présentatrice : Mme Marija RISTESKA, Fondatrice et PDG, Gender Budget Watchdog Network (GBWN)